



(Version électronique envoyée par courriel)

25 janvier 2017

Monsieur Martin Coiteux
Ministre de la Sécurité publique
10 rue Pierre-Olivier-Chauveau, Aile Chauveau, 4e étage
Québec (QC) G1R 4J3
ministre@mamot.gouv.qc.ca

Ministère des affaires municipales
et de l'occupation du territoire

30 JAN. 2017

Cabinet du ministre

Sujet: Ingérence des groupes-façade de l'industrie du tabac dans les politiques gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
CABINET DU MINISTRE

2017 -02- 08

REQUÊTE:
COTE

120738

Cher monsieur Coiteux,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour attirer votre attention sur le problème de l'ingérence de l'industrie du tabac dans l'élaboration des politiques de santé du gouvernement du Québec, ainsi que pour demander votre soutien pour la mise en œuvre de recommandations découlant de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT), un traité de l'Organisation mondiale de la Santé, afin de prévenir pareilles ingérences. La CCLAT a été ratifiée par le Canada en 2004 et endossée par le Québec par l'entremise d'une motion unanime de l'Assemblée nationale¹ la même année.

L'histoire de la lutte contre le tabagisme est riche en exemples d'ingérence de l'industrie, y compris de nombreux cas² où les fabricants se sont cachés derrière des groupes-façade pour s'opposer aux mesures antitabac. Malheureusement, les groupes-façade sont généralement difficiles à exposer comme tels alors qu'ils sont à leur plus actif. Voilà pourquoi les récentes révélations documentées ci-dessous devraient particulièrement intéresser tous les élus de l'Assemblée nationale : elles exposent deux groupes-façade qui ont été très actifs au Québec au cours des dernières années et qui continuent de travailler pour empêcher toute nouvelle taxe ou réglementation sur le tabac³.

En effet, une présentation confidentielle d'Imperial Tobacco Canada (ITC)⁴ au Groupe des affaires corporatives et réglementaires⁵ de sa société mère, divulguée récemment à des chercheurs en santé par un sonneur d'alerte de l'industrie, présente les activités de relations publiques et de lobbyisme de l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA), de ses chapitres régionaux dont l'Association québécoise des dépanneurs en alimentation (AQDA) en plus de celles de la Coalition nationale contre le tabac de contrebande (CNCTC) comme étant des campagnes du

¹ Assemblée nationale, Journal des débats, 15 décembre 2004.

http://ccqt.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2005/AOI_05_12_15_AssNat_Motion_Appui_CCLA_EXTRAIT.pdf

² Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, *Groupes façade au Québec*, 2015.

http://www.ccqt.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2015/DOCU_15_02_17_GroupesFaçades_Qc.pdf

³ Registre des lobbyistes, sommaire pour l'Association québécoise des dépanneurs en alimentation, consulté le 20 décembre 2016.

http://ccqt.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/INDU_16_12_20_Liste_Mandats_AQDA_RegistreLobbyistes_ANNOTE.pdf

⁴ Imperial Tobacco Canada, *CORA AIT Strategy: Raising Public Awareness & Demanding Government Action*, août 2012.

http://ccqt.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2012/INDU_12_08_00_ImperialTobacco_CORA_strategy.pdf

⁵ British American Tobacco, lettre du 30 juillet 1997.

http://ccqt.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/INDU_16_07_30_Letter_BAT_to_CORA_directors_managers_staff.pdf

fabricant lui-même («*Nos campagnes*» / «*Our campaigns*»). Les diapositives de la présentation montrent comment ces groupes ont été utilisés pour bloquer les réglementations de santé et les augmentations de taxes sur le tabac en perpétuant la campagne de longue date de l'industrie du tabac visant à «*garder en vie l'enjeu de la contrebande*» («*keep the contraband issue alive*»). Et ce, malgré le fait que la contrebande ait sensiblement diminué⁶ au cours de ces mêmes années, grâce à une série d'initiatives gouvernementales anti-contrebande.

Il s'agit de la même position que celle avancée par l'ACDA/AQDA pour s'opposer à l'augmentation des taxes sur le tabac, à l'interdiction du menthol dans les produits du tabac ainsi qu'au projet actuel du gouvernement fédéral d'exiger l'emballage neutre et standardisé des produits du tabac — allant même jusqu'à lancer une campagne Web de mobilisation⁷ contre cette mesure.

Les diapositives en question expliquent que l'ACDA et la CNCTC offrent une «*voix crédible sur le tabac de contrebande*» («*credible voice for contraband tobacco*»), un objectif stratégique clé pour une industrie sans crédibilité propre. Par exemple, la CNCTC, qui fut créée par l'ACDA et est gérée par la firme de lobbying Impact Affaires publiques, est présentée comme un acteur qui maintient l'industrie du tabac à distance de ses propres campagnes contre les taxes («*Not just 'Big Tobacco'!*»).

La présentation montre également comment l'industrie a été en mesure de recruter des tiers crédibles comme des municipalités pour supposément combattre la contrebande, mais en réalité dans le but de les utiliser comme levier politique pour combattre les politiques de santé provinciales et fédérales. Certains députés se rappelleront peut-être de la campagne de 2012 dans le cadre de laquelle les conseils municipaux du Québec (en plus de ceux de l'Ontario) ont été approchés par l'ACDA/AQDA pour leur demander d'adopter une résolution demandant au gouvernement provincial de se pencher davantage sur la contrebande de tabac. Au moins 70 d'entre eux au Québec en ont adopté une et malgré l'absence totale de mention de taxes dans toute la documentation⁸ accompagnant la demande, l'AQDA a utilisé le nom de ces municipalités pour s'opposer à une hausse de la taxe québécoise sur le tabac dans le cadre d'une annonce pleine page⁹ publiée dans le Soleil.

Il est parfaitement acceptable que les détaillants et tout autre groupe expriment leur point de vue sur d'éventuelles politiques gouvernementales de santé, que ces opinions soient ou non conformes à l'intérêt public. L'enjeu ici en est un de transparence. Il est inacceptable que des fabricants de tabac créent puis se cachent derrière des groupes-façade sans révéler leurs liens financiers. D'ailleurs, les représentants des deux groupes ont refusé à maintes reprises de répondre aux

⁶ Guindon GE, Burkhalter R, Brown KS. "Levels and trends in cigarette contraband in Canada", *Tobacco Control*, 2016;0:1-8. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/ETUD_16_09_06_Guindon_ContribandTrendsInCanada_TobControl.pdf

⁷ Association canadienne des dépanneurs en alimentation, site Web EffetsNonDesires.ca, 2016. <http://effetsnondesires.ca/>

⁸ Association canadienne des dépanneurs en alimentation, lettre aux municipalités et annexes, avril 2012. http://www.cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2012/MAIL_12_04_10_ACDA_CampagneMunicipalites_Resolution.pdf

⁹ Association québécoise des dépanneurs en alimentation, publicité, 16 novembre 2012. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2012/PUB_12_11_16_ACDA_Contre_hausse_taxes_Soleil_P24_SM.jpg

questions¹⁰ d'élus sur leur financement dans le cadre de consultations législatives au Québec et ailleurs. On comprend que les discours visant à protéger les dépanneurs contre la contrebande – notamment en gelant les taxes sur le tabac – seront interprétés différemment selon qu'ils semblent provenir de fabricants de tabac ou de réels détaillants.

Les gouvernements doivent protéger la santé publique contre l'ingérence de l'industrie du tabac. Il s'agit d'une obligation spécifique en vertu du traité de la CCLAT¹¹ qui requiert des États qu'ils surveillent les tentatives de l'industrie du tabac de contrecarrer les démarches de la lutte antitabac, qu'ils informent le public de ces tentatives et qu'ils adoptent des mesures pour empêcher l'ingérence de l'industrie.

Ainsi, conformément aux directives pour la mise en œuvre de l'article 5.3¹², aux recommandations détaillées des groupes canadiens de santé en lien avec ce dernier¹³, de même qu'à une étude récente sur l'ingérence de l'industrie¹⁴, nous recommandons :

- 1) que tous les décideurs traitent les organisations qui s'opposent aux politiques antitabac avec un scepticisme renouvelé et exigent, lors de toutes les interactions avec elles, des déclarations à jour précisant les relations financières et autres qu'elles entretiennent avec les intérêts tabac;
- 2) que soient mises en place des mesures exigeant des rapports réguliers des compagnies de tabac sur leurs affiliations, leurs activités politiques et les dépenses connexes;
- 3) qu'un système transparent de divulgation soit établi en vertu duquel toutes les organisations non reliées au tabac qui font du lobbying auprès de toute partie gouvernementale sur une question liée au tabac doivent divulguer toute contrepartie des compagnies de tabac, financière ou autre;
- 4) que les autorités responsables de la santé sensibilisent et communiquent de l'information avec d'autres ministères ainsi que d'autres ordres de gouvernement au sujet de l'ingérence de l'industrie dans l'élaboration des politiques publiques.

Nous avons joint à la présente lettre les diapositives d'Imperial Tobacco, une brève analyse de leur contenu ainsi que deux reportages d'enquête sur le sujet (dans la *Presse* et le *National Post*).

En attendant votre réaction à ces propositions de mesures, nous vous invitons à nous contacter pour toute question additionnelle concernant les groupes-façade protabac, leurs diverses tactiques

¹⁰ Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, *Qui finance l'ACDA (et sa création, la CNCTC)? ... une question qui demeure sans réponses*, 8 septembre 2015.

http://www.ccct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2015/DOCU_15_09_08_Temoignage_ACDA_CNCTC_Financement_Tabac.pdf

¹¹ Organisation mondiale de la Santé, site Web de la Convention-cadre pour la lutte antitabac, <http://www.who.int/fctc/fr/>

¹² Organisation mondiale de la Santé, *Guidelines for implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control*, http://www.who.int/fctc/guidelines/article_5_3.pdf?ua=1

¹³ *Canada's Implementation of Article 5.3 of the Framework Convention on Tobacco Control: A Civil Society Shadow Report*, 2016.

http://ccct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/MEMO_16_09_00_CCAT_shadowreport_Article5POINT3.pdf

¹⁴ Hatchard JL, Fooks GJ, Gilmore AB. "Standardised tobacco packaging: a health policy case study of corporate conflict expansion and adaptation". *BMJ Open* 2016;6:e012634.

http://ccct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/ETUD_16_10_07_case%20study%20of%20corporate_conflict%20expansion_BMJ.pdf

et campagnes de désinformation ainsi que toute question liée à la mise en œuvre des mesures que nous vous recommandons.



Flory Doucas
Codirectrice et porte-parole

Pièces jointes :

- Diapositives d'Imperial Tobacco¹⁵
- Brève analyse du contenu des diapositives¹⁶
- Annonce pleine page de l'AQDA contre les taxes¹⁷
- Article récent sur les diapositives d'Imperial Tobacco dans *La Presse*¹⁸
- Article récent sur les diapositives d'Imperial Tobacco dans le *National Post*¹⁹
- Recommandations détaillées des groupes canadiens de santé de l'article 5.3 de la CCLTA²⁰

¹⁵ Imperial Tobacco Canada, *CORA AIT Strategy: Raising Public Awareness & Demanding Government Action*, août 2012.
http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2012/INDU_12_08_00_ImperialTobacco_CORA_strategy.pdf

¹⁶ Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, Association pour les droits des non-fumeurs, Médecins pour un Canada sans fumée, *In Their Own Words: How Imperial Tobacco Ran a Fear Campaign About Contraband Cigarettes to Block Taxes and Prevent Health Regulations*, 2016.
http://www.smoke-free.ca/eng_home/2016/Cora-Slides-Annotated.pdf

¹⁷ Association québécoise des dépanneurs en alimentation, publicité, 16 novembre 2012.
http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2012/PUB_12_11_16_ACDA_Contre_hausse_taxes_Soleil_P24_SM.jpg

¹⁸ Isabelle Hachey, « Imperial Tobacco utilise des groupes paravents », *La Presse*, 17 octobre 2016.
http://www.cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/ART_16_10_17_ACDA_Imperial_Tobacco_Utilise_des_groupes_paravents_LaPressePlus_p9A.pdf

¹⁹ Tom Blackwell, "Leaked Big Tobacco document suggests it used convenience-store, anti-contraband groups as lobbyists", *National Post*, 25 octobre 2016. http://news.nationalpost.com/news/canada/leaked-big-tobacco-document-suggests-it-used-convenience-store-anti-contraband-groups-as-lobbyists?_isa=0ef9-1384

²⁰ Groupes de lutte contre le tabac, http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2016/MEMO_16_09_00_CCAT_shadowreport_Article5POINT3.pdf